

HAÏTI - La valse de l'insécurité et la politique néolibérale

Marc-Arthur Fils-Aimé

jeudi 26 juin 2008, mis en ligne par [Marc-Arthur Fils-Aimé](#)

Pourquoi cette valse d'insécurité ?

Tous les rapports qui proviennent des organismes internationaux ont toujours dressé, depuis quelques années, un bilan négatif du pays. Par exemple, Haïti a reçu la palme de la corruption par la Transparency International, l'année dernière. Cette année, elle se trouve classée au bas de l'échelle alors que les énormes détournements de fonds qu'opèrent les grands puissants du monde occidental sont simplement retenus comme des erreurs de parcours de quelques brebis égarées du capitalisme régnant même si celui-ci s'essouffle actuellement sous le poids de moments difficiles. Cette nation baignée par la Mer des Caraïbes et l'Océan Atlantique, vient d'être nommée parmi les trois pays les plus violents au monde après l'Afghanistan, la Colombie. Au lieu de nous attarder à démentir ces fausses allégations sans nier pour autant l'existence de ces phénomènes chez nous, cherchons de préférence à expliquer de façon synthétique la réalité.

Depuis le début de ladite opération dénommée « Opération Bagdad » en septembre 2004, Port-au-Prince, la capitale d'Haïti, trébuche sous la menace constante de la violence mais d'une violence partielle et en grande partie sectorisée. Les bandes armées qui semaient le deuil surtout à travers certaines rues de la métropole, ont débuté leurs actions par des slogans politiques nationalistes, réclamant le retour de l'ex-président Aristide. Mais au fil du temps, l'aspect de la délinquance sociale a étouffé les premières vellétés politiques. Disons mieux, des vellétés politiques peu avouables se manifestent sous le label de la délinquance sociale avec des têtes pensantes bien installées parmi les politiciens traditionnels au pouvoir et dans l'opposition, la bourgeoisie compradore et les ténors du trafic de la drogue et de la contrebande. Des intérêts locaux et étrangers égoïstes corroborent le manque de volonté politique pour éradiquer cette dérive inédite de la société haïtienne. Les délinquants isolés ou organisés trouvent le terrain pavé pour entreprendre leurs forfaits. Le fait que les juges de nos principaux tribunaux ne s'embarrassent d'aucun souci et d'aucune déontologie pour libérer quelques mois après, voire quelques semaines après, des bandits dangereux parfois récidivistes, sous les prétextes les plus fallacieux, - dossier mal préparé par la police, non respect du délai d'être entendu par leur juge naturel- participent de ce complot ourdi dans des niveaux bien placés. L'existence de quelques magistrats assis et debout gangrenés par la corruption et cachés derrière l'autonomie du pouvoir judiciaire, constitue une pièce importante dans l'ensemble de la machine.

La base géographique et sociale de cette violence est facilement récupérable par la police nationale et la force de l'occupation, la Mission des Nations Unies pour la stabilité d'Haïti (la MINUSTAH). Cette violence localisée, car malgré tout elle n'arrive pas à s'enraciner avec la même vigueur et la même permanence dans toutes les sections communales, n'est pas statique. Plutôt erratique, elle se meut dans le temps, dans l'espace et dans la forme.

Dans le temps, elle n'est pas toujours présente. Parfois, elle garde un profil très bas. On dirait même qu'elle a disparu ou est en train de l'être tant que l'on n'entend presque plus parler d'elle.

Dans l'espace, son centre principal se déplace d'un quartier à l'autre. Au début, le quartier de Bel-Air présentait le profil d'une aire peu fréquentable par les honnêtes gens, même par celles et ceux qui l'habitaient. Au fur et à mesure que des tractations de toutes sortes de la part des dirigeants se multipliaient, que des interventions musclées de la police traquaient certains bandits avec l'apport positif

de la grande majorité de sa population, Bel- Air se dégageait de ces malfrats pour céder la place à Cité Soleil, l'un des plus grands bidonvilles du pays, si ce n'est le plus grand. Cet immense quartier dépourvu et abandonné par l'État, a joué pendant longtemps au cours de cette période difficile, le rôle d'épicentre de la plupart des actes odieux qui se commettaient dans le pays. Aujourd'hui, la violence a l'air éparpillée dans différents coins de la capitale avec de timides tentatives de retour à Bel- Air et à Cité Soleil.

La violence est devenue aussi protéiforme. A chaque moment, elle a changé de cibles et de tactiques dominantes. A un certain moment, c'était surtout le vol à mains armées de voitures, surtout de véhicules 4x4. Après, les assassinats en pleine rue parfois sans motifs apparents ont handicapé le développement normal de la cité. Depuis quelque temps, les bandits ont cru bon de faire fortune rapide par le kidnapping de certaines catégories de personnes qu'ils ont privilégiées selon le moment ou peut-être selon les commandes. Parfois, des écoliers, parfois des personnes très âgées, parfois des ressortissantes et des ressortissants étrangers, notamment des Américains et des Canadiens qui sont libérés- excepté les cas où la victime a été assassinée même après le dépôt de la rançon- après que leurs proches aient versé de fortes sommes d'argent, des sommes que, dans la plupart des cas, ces gens n'ont jamais eu en mains de leur vie.

L'on peut se demander quel objectif peuvent poursuivre les principales actrices et les principaux acteurs de ces menées machiavéliques. Des politiciens en ont besoin pour désorienter et dépolitiser les classes travailleuses et l'aile de la petite- bourgeoisie qui s'appauvrit de jour en jour du fait des conséquences néfastes du néolibéralisme ; les trafiquants et les contrebandiers qui ne nagent que dans les eaux troubles comme la majorité des chefs de prétendus partis politiques traditionnels qui, tapis dans l'opposition, ne sauraient compter avec le peuple pour satisfaire leur soif du pouvoir. Les délinquants, jouissant de l'impunité générale, ramassent malhonnêtement d'énormes sommes d'argent.

Cette première partie qui a occupé une place importante dans notre analyse, ne doit pas nous conduire à la myopie politique. Celle-ci consiste à compresser toute la conjoncture sous l'aspect de la violence des rues en abordant de façon séparée les autres éléments importants qui composent cette conjoncture. L'on rentrerait carrément dans le schéma traditionnel qui se contente de diviser cette dernière en de multiples morceaux que l'on saisit isolément. La conjoncture nationale ne se réduit pas au banditisme de grand chemin. De multiples autres préoccupations assombrissent la santé physique et morale de la grande majorité du peuple qui, après avoir ouvertement rejeté entre autres moments, au cours des deux premières semaines du mois d'avril, la politique néolibérale du président Préval et de son ancien Premier Ministre Jacques Edouard Alexis, attend une amélioration de ses conditions de vie. Là encore, la tendance réactionnaire vulgarisée à travers presque tous les médias, s'en prend seulement à un côté de la crise d'ailleurs de façon pernicieuse : au côté de la cherté de la vie. Ce volet n'est qu'un paramètre d'une crise alimentaire multi- céphale. La communauté internationale en a capté seulement cette dimension. Ce qui nous a valu d'ailleurs des dons de nourriture de plusieurs pays étrangers.

Pourtant, tous nos marchés publics regorgent de nourriture de toutes sortes, de fruits, de légumes et de diverses qualités de végétaux dont d'ailleurs une proportion considérable pourrit à la campagne à cause d'un système de transport inadéquat. La concurrence déloyale des produits importés dans le cadre de l'ouverture du marché selon le canon néolibéral, a contribué à renchérir les denrées au détriment de la production nationale. Cependant, les 70% de chômeurs où se recrutent les tranches d'âge potentiellement aptes à travailler, ne peuvent pas se les procurer. La base du problème, pour la comprendre, doit être recherchée là, c'est-à-dire dans le mode de production, de distribution et de circulation des richesses nationales et dans la politique anti- nationale de l'équipe dirigeante.

Depuis la révocation peu élégante du gouvernement Alexis par le Sénat ce samedi 12 avril, toutes les préoccupations se sont concentrées sur le choix d'un premier ministre pendant que la cherté de la vie s'aiguise de jour en jour, et que les gangs se spécialisent davantage dans la façon d'enlever les gens jusque dans leur lit. La méthode d'isoler l'un de l'autre, les différents éléments qui composent la conjoncture, fait partie d'une vieille méthode métaphysique pour tromper la vigilance des masses populaires.

Le calcul de focaliser toute la crise sur une personne, sur un objet ou sur une cause quelconque à chaque moment fort de la vie socio- politique du pays, s'avère d'une grande intelligence de la part des théoriciens du capitalisme. On dirait que l'ancien premier ministre portait seul la responsabilité de tous les déboires actuels et de toute une situation grave dont les racines s'abreuvent de trois sources dialectiquement combinées : de la structure socio-économique vieille de 2004, de la politique imposée par la communauté internationale qui conditionne, en ses avantages, tous ses prêts et ses dons et, surtout du gouvernement qui, au lieu de secouer le statu quo, irrigue par sa politique la vieille formation sociale haïtienne sclérosée. Il est vrai que le deuxième personnage, après le Président de la République, représente une pièce importante dans le fonctionnement du système. Son rôle dans la politique macro et micro-économique ne doit pas être négligé.

Le profil du nouveau premier ministre à venir ne semble pas éloigné de l'ancien. Ce qui signifie, que les quelques pansements qu'il aura à appliquer aux grands maux du pays n'éteindront pas la crise. Au contraire, celle-ci empirera tout autant que la politique dominante restera attachée à la globalisation capitaliste qui montre des signes d'étouffement évidents.

Marc- Arthur Fils- Aimé
Directeur général de l'Institut culturel Karl Levêque (ICKL)